

Les villes intermédiaires en Tunisie

Quelques éléments de problématique

Amor BELHEDI

Faculté des Sciences Humaines & Sociales
Université de Tunis

Texte paru dans Les Cahiers du GREMAO, 2007, n° 19, pp : 55-86 in « Villes intermédiaires dans le monde arabe », 224p. Labo ; Sedet-CNRS, Univ Paris VII-Denis Diderot. L'Harmattan.

Parler de villes intermédiaires pose au moins deux problèmes qu'il convient d'élucider au préalable : le premier concerne la notion d'intermédiarité tandis que le second est relatif à la délimitation de ces villes intermédiaires. Il va sans dire que quelque soit la définition et le contenu qu'on leur donne, les villes intermédiaires jouent un rôle central dans la structuration du système urbain et sa dynamique, dans la socialisation de fait urbain et l'apprentissage de l'urbanité et dans l'encadrement territorial de l'espace national. Le rôle de ces villes sera examiné seulement à partir de quelques angles d'attaque qui ne prétendent guère l'exhaustivité.

Avant d'aborder l'étude des villes intermédiaires, on s'attardera un peu sur la notion d'intermédiarité en général et la définition des villes intermédiaires en Tunisie.

1 – L'intermédiarité comme posture, un cadrage théorique

Parler des villes intermédiaires nous impose de se référer à des repères conceptuels qui fixent la notion d'« intermédiarité » et ses implications. On s'attardera un peu sur cette notion en général pour pouvoir l'appliquer aux villes par la suite.

L'espace intermédiaire est un espace qui, par sa position se situe au milieu, entre deux pôles qu'il convient de fixer avant d'en étudier le contenu et la nature. L'intermédiarité se définit d'abord comme *une inter-position*, un espace entre deux, entre deux pôles référentiels différents (connus ou à définir), opposés, voire antinomiques qui en constituent en même temps, les limites et fixent l'intermédiaire. Cette position particulière fait que l'espace intermédiaire se trouve régi par des mécanismes différents, complexes et nouveaux ce qui nécessite la distanciation (A Belhedi 1998). C'est un champ ouvert, à limites floues et mobiles des deux côtés dont la délimitation passe par celle des espaces-références. Il constitue *un espace transitionnel* assurant le passage graduel, la médiation et l'intermédiation tant spatiale que sociale et politique, un espace relais de régulation. C'est un espace médian situé au milieu à travers lequel chacun des espaces-références se transforme en son antipode et se met en rapport avec lui faisant figure d'un *un espace transformationnel*, un lieu de métamorphose. C'est à ce titre qu'il convient de fixer les limites de la ville intermédiaire, en terme démographique, fonctionnel et perceptif.

L'espace intermédiaire constitue *l'interface* entre champs, structures et systèmes. Cet espace-interface assure à la fois la jonction, la limite et la communication mais exprime en même temps la rupture qui correspond à l'extinction ou à l'affaiblissement d'une dynamique ou d'un processus et l'apparition d'autres. C'est un espace à la fois proche et lointain,

similaire et différent. C'est *un espace d'interférence* de formes, de processus et de mécanismes différents, un champ d'éclosion et de disparition, d'apparition et d'extinction à la fois de formes qui étaient ou vont devenir dominantes dans les espaces-limites. Certains processus changent d'intensité, de sens et de forme donnant lieu à des manifestations hybrides dont les logiques relèvent des deux espaces basiques avec des décalages entre le signifiant et le signifié qui nécessitent souvent de nouvelles approches méthodologiques à inventer. Au fait, qu'est ce qui caractérise la ville intermédiaire ?

L'espace intermédiaire implique *la dissymétrie spatiale* selon un axe temporel donné. L'intermédiarité sous-tend *un gradient unidirectionnel* d'un pôle à l'autre comme celui de l'urbanité, la centralité, le commandement ou la polarisation... La ville intermédiaire est celle qui assure la transition entre les grandes villes ou la capitale et le reste des villes et vice versa du niveau de base vers le sommet. Mais l'urbanisation, comme processus, est orientée de bas en haut si on exclut les formes régressives de ruralisation ou de crise urbaine. La ville intermédiaire constitue ainsi un stade avancé pour les uns, appelé à être dépassé pour les autres.

Espace de relation, l'espace intermédiaire est aussi *un espace conflictuel*, un espace à (re)conquérir, à maîtriser et à organiser où se redéplient les stratégies et s'opère la régulation. La ville intermédiaire serait celle que la capitale ou la grande ville cherche à dominer et où les urbains et les ruraux convoitent à la fois. C'est aussi un espace de contact et d'échange combinant richesse, diversité et complexité qui assure *la médiation* et *l'intermédiation* (spatiale, économique, politique et sociale...). La ville intermédiaire assure cette médiation urbaine entre les différentes formes d'urbanité et de citadinité aux extrémités de l'axe, entre les divers acteurs et protagonistes.

L'intermédiarité sous-tend aussi *l'altération proxémique graduelle* tant matérielle que socio-culturelle, l'ouverture qui la sous-tend porte en elle les prémices de l'altération, de l'ambivalence et de la dépendance des deux pôles, mais aussi toute la richesse de l'entre-deux. La ville intermédiaire dépend conjointement de la capitale et des petites villes qui en constituent la base et le support.

Une fois, le cadrage théorique même succinct et partiel de l'intermédiarité, on s'attellera désormais à définir la ville intermédiaire tunisienne tout en se limitant à certains aspects seulement de cette intermédiarité évoquée ci-dessus.

2 – Les villes intermédiaires en Tunisie : des relais liés plutôt à l'Etat

Depuis 1975, la Tunisie compte plus d'urbains que de ruraux et près des deux tiers habitent actuellement les villes (INS, 2005)¹. La ville intermédiaire correspond à une strate de villes qui se situe entre deux pôles représentés par le sommet et la base mais on peut se poser la question comment délimiter ces seuils ou pôles.

Le concept d'intermédiarité nous renvoie à la dimension démographique où la taille peut constituer un critère de définition des villes intermédiaires qui peuvent être confondues avec celle de la ville moyenne dont la taille dépasse le seuil de 20.000 hab., Plusieurs analyses convergent vers ce seuil qui sépare la petite ville de la moyenne². En outre, l'analyse

¹ Le dernier recensement de 2004, non encore publié, relève 64,9% de population communale (INS 2004).

² Dans un travail antérieur, nous avons pris ce seuil comme limite. Cf. A Belhedi - 1999 : Les villes intermédiaires en Tunisie. Cahiers de la Méditerranée, n° 50. Dans un travail non publié sur les petites villes en Tunisie, nous avons aussi repris ce même seuil, Cf. le site <http://www.kokoom.com/belhediamor>. En outre, l'analyse du système urbain montre aussi que ce seuil de 20000 hab. est loin d'être arbitraire. Il correspond à une certaine réalité démographique en Tunisie. Cf. A Belhedi - 1992 : L'organisation de l'espace en Tunisie. PUT, FSHS, Tunis.

hiérarchique du système urbain selon la loi rang-taille montre la présence d'une rupture au niveau de 20000 hab. exprimant un saut qualitatif qui ne peut pas être imputé au hasard.

En outre, l'étude du nombre de fonctions exprimé par la diversité des services selon la taille des villes qui les abritent montre que le seuil de 20000 hab. correspond à plus de 50 fonctions (Cf. A Belhedi 1992, pp 5ç et sv). Le contenu fonctionnel va ainsi de pair avec la taille et le seuil de 20000 hab. apparaît très approprié pour les villes intermédiaires au niveau démographique et fonctionnel.

Sur un autre plan, l'analyse des coûts de la croissance urbaine montre que c'est vers 20000 hab. que le niveau se trouve au plus bas contrairement aux villes de plus petite taille ou les grands villes dépassant le cap de 100000 hab. (A Belhedi, 1992, 1994).

L'intermédiarité peut être prise aussi dans le sens du rôle assuré par la ville en termes de relais et d'encadrement territorial. La ville intermédiaire serait cette ville qui assure l'intermédiation entre le niveau supérieur du système urbain dont la fonction est le commandement assuré par la capitale et les grandes villes d'un côté et les centres à base régionale et locale de l'autre. Deux villes seulement assurent un rôle suprarégional (Sfax et Sousse) et représentent des métropoles régionales incomplètes (A Belhedi, 1992) mais elles se différencient faiblement d'autres villes comme Gabes ou Monastir. D'un autre côté, peu de centres jouent ce rôle d'intermédiation à part les chefs-lieux de gouvernorat. D'ailleurs, les chefs-lieux de gouvernorat constituent l'armature urbaine de niveau supérieur et régional allant de la Capitale jusqu'aux centres sous-régionaux (Cf. A Belhedi, 1992)³.

On considèrera donc, comme villes intermédiaires, tous les chefs-lieux de gouvernorats⁴ qui concentrent les services régionaux et assurent un rôle encadrement administratif et tertiaire régional. Ces chefs-lieux dépassent dans leur majorité le seuil de 20.000 hab.⁵.

Le nombre de ces chefs-lieux était seulement de 13 en 1956. Depuis, le découpage administratif régional s'est affiné parallèlement à la densification et à la croissance des villes et aux impératifs de l'encadrement territorial. En 1974, cinq centres ont été promus à ce rang (Monastir, Mahdia, Monastir, Zaghuan et Sidi Bouzid) et en 1981 trois autres (Tozeur, Kébili et Tataouine) les ont rejoint ce qui explique le décalage dans le niveau d'équipement, le rythme de croissance et les aires de rayonnement.

Au terme de ce bref éclairage, la ville intermédiaire serait ainsi une ville de plus de 20000 hab. dotée d'une certaine masse fonctionnelle diversifiée dépassant 50 services, assurant le rôle de chef-lieu de gouvernorat et jouant le rôle de relais et d'intermédiation entre le centre de commandement assuré par la Capitale Tunis et les espaces régionaux respectifs.

On étudiera d'abord la croissance des villes intermédiaires ainsi que leur position dans la hiérarchie urbaine avant de procéder à leur typologie fonctionnelle et hiérarchique en les situant dans le système urbain et leurs espaces respectifs.

3 - Une croissance urbaine faible mais nuancée

³ Quelques villes comme Hammamet, Mknine, Ksar Hellal, Zarzis, Kélibia, Menzel Bourguiba ou Grombalia, ont un niveau d'équipement élevé sans assurer ce rôle de villes intermédiaires. Elles relèvent plutôt du niveau local, leur équipement est lié à l'industrie, au tourisme ou au transport. Cf. A Belhedi 1992, op. cité.

⁴ Le gouvernorat correspond à la subdivision administrative régionale qui est l'équivalent du Département en France. La Tunisie compte 24 gouvernorats dont 4 couvrent le Grand Tunis (Tunis, Ariana, Ben Arous et Manouba) qu'on considèrera comme une entité indivisible de la Capitale Tunis.

⁵ En 1984 trois villes seulement avaient une taille inférieure à 20000 hab. : Siliana, Zaghuan et Kébili, depuis 1994 on comptait deux seulement : Kébili et Zaghuan (INS, 2004).

Après une période coloniale caractérisée par l'accélération de la croissance urbaine, la Tunisie indépendante a enregistré une tendance à la stabilisation, voire à la baisse suite au recul de l'exode qui ne constitue plus que près de 5,2 % du croit urbain (MDE, 1996). Les villes intermédiaires ont souvent connu une croissance relativement limitée qui est loin d'être homogène, des nuances peuvent être distinguées. Entre 1987 - 94, elles ont été à l'origine e 41,1% des migrants et la destination de 37,1% des mouvements migratoires (MDE, 1996).

3.1 - Un dynamisme démographique limité

Après avoir concerné surtout la Capitale Tunis, la croissance urbaine a touché dans une seconde phase les petites villes (A Belhedi, 1992). Les villes intermédiaires ont connu souvent des taux inférieurs à la moyenne générale du pays et à un niveau en deçà du niveau des strates extrêmes qui les encadrent de part et d'autre. La part de la strate intermédiaire est passée de 27 à 39% entre 1956 et 1984⁶ alors que sa part dans la population additionnelle est restée relativement stable autour de 27%.

La logique de la construction de l'Etat a contribué au renforcement du sommet siège du pouvoir central. Ce processus se trouve renforcé par celui de la décolonisation à travers le remplacement de la communauté étrangère importante notamment dans la Capitale et les petits centres à part Bizerte ou Menzel Bourguiba (ex-Ferryville). Les clivages coloniaux se sont poursuivis entre 1956-66, la crise des cités traditionnelles comme Sousse, Gabès, Nabeul persiste tandis que les grands centres ont un taux modéré de croissance, exception faite de Sfax, Kairouan, Bizerte, El-Kef, Kasserine et Jendouba et les taux les plus élevés sont enregistrés dans les petits centres du Nord-Ouest et le Centre. Le maillage administratif et le développement de l'appareil de l'Etat vont renforcer, par la suite, le semis urbain de base⁷. La seconde décennie 1966-1975 a vu une réduction des disparités de croissance avec un renversement de la tendance observée auparavant⁸ (exception faite de Kasserine, Monastir, et Sidi Bouzid qui maintiennent des taux élevés), la modération de la croissance de Tunis et l'atonie de la seconde ville Sfax. Au cours de la décennie 1975-84, la plupart des centres⁹ ont vu leur taux baisser avec recul des taux du littoral à des exceptions près et la hausse de ceux de l'intérieur et du Sud, une dualité urbaine qui exprime en réalité une opposition fonctionnelle (Cf. infra).

La dynamique démographique est liée au statut administratif des centres et on constate, à des exceptions près¹⁰, que les plus forts taux de croissance urbaine sont enregistrés durant la période qui suit la promotion au rang de chef-lieu de gouvernorat, c'est le cas de Siliana, Zaghouan, Tozeur, Kébili (A Belhedi 1992, 1999). En outre, les chefs-lieux de gouvernorat enregistrent l'essentiel du solde migratoire au niveau des villes (MDE, 1996).

3.2 - Une croissance nuancée

⁶ Il y a même stabilisation si on tient compte seulement de la population tunisienne en 1956 puisque leur part passe de 36,5 à 39% entre 1956 et 1984. Elles ne représentaient que 27 % de la population totale en 1956 ce qui montre leur extrême faiblesse sous la colonisation. La population additionnelle entre 1956 - 1984 est égale au poids qu'elles représentaient dans la population urbaine en 1956, soit 27%. Cf. A Belhedi, 1992.

⁷ La ville en Tunisie est communale, création politico-juridique. Le nombre de communes est passé de 75 en 1956 à 245 en 1985, 255 en 1994.

⁸ Exception faite de Kasserine, Monastir, et Sidi Bouzid qui maintiennent des taux élevés pour des raisons différentes, la modération de la croissance de Tunis et l'atonie de la seconde ville Sfax.

⁹ A part Monastir, Zaghouan, Gabès et Kairouan. Les deux premiers centres ont été promus au rang de chef-lieu de gouvernorat en 1974 avec Sidi Bouzid, Mahdia et Monastir. Gabes a bénéficié des investissements industriels tandis que Kairouan a cristallisé l'urbanisation dans le Kairouanais.

¹⁰ C'est le cas de Tataouine ou Mahdia qui ont enregistré des taux en baisse, de Sidi Bouzid où s'ajoute la mise en valeur agricole et la sédentarisation.

Les villes intermédiaires n'ont pas connu une évolution homogène tout au long de cette période et des nuances sont à distinguer. Pour cela, on a combiné trois indicateurs susceptibles de nous fournir une idée sur la dynamique urbaine durant ces trois décennies : le taux global de croissance, le niveau et le rythme de croissance.

L'examen *du taux global de croissance* montre que certains centres ont connu même une déprise comme Zaghouan, Tozeur, Sousse, Sfax et Mahdia. Les centres attractifs concernent l'intérieur et des centres où l'action des pouvoirs publics a été déterminante : Jendouba, Kasserine, Kébili, Médenine, Monastir, Siliana, Sidi Bouzid et Tataouine. Redistribution et encadrement ont joué durant cette période avec des nuances cependant selon les périodes et les villes.

L'analyse des *niveaux de croissance* montre que rares sont les centres dont le taux a été toujours supérieur à la moyenne urbaine : Jendouba, Médenine, Siliana, Tataouine, Sidi Bouzid... Bizerte et El-Kef n'ont dépassé la moyenne que durant la période 1956-66, Sousse, Nabeul, Gafsa et Gabès entre 1966-1975 mais depuis, ce sont surtout les petits centres à part Gabès qui ont profité du processus de la délocalisation de l'appareil productif. Les villes intermédiaires ont tendance à la baisse, plusieurs centres importants présentent les marques d'une crise urbaine et voient leur taux baisser depuis 1966 ou 1975 : Monastir, Kasserine, Sfax, Kairouan ou Béja ou même depuis 1984 comme Gabès, Tataouine¹¹.

L'analyse des *rythmes de croissance* montre que les grands centres du N.O (El-Kef, Béja, Jendouba), les villes du Centre, Sfax et Bizerte ont eu un rythme en décélération. Les centres promus récemment au rang de chef-lieu de gouvernorat (Mahdia, Zaghouan...) et ceux dont la base productive a été développée (Gabès, Monastir,..) ont plutôt une tendance à l'accélération. Un rythme avec baisse suivie d'une reprise caractérise des centres comme Sousse, Nabeul ou Médenine et les nouveaux chefs-lieux de gouvernorats (Sidi Bouzid, Tozeur, Monastir) exprimant ainsi une relative relance.

L'analyse des migrations intérieures entre 1987-94 a montré que les villes de plus de 20000 hab., si l'on excepte Tunis, ont enregistré des soldes nuancés aussi : ils ont été positifs sur le littoral (Sfax, Sousse, Monastir, Gabès) et négatifs à l'intérieur : Kasserine, Kairouan, Béja, Gafsa, El Kef, Jendouba, Siliana, Sidi Bouzid en plus de Zaghouan et Bizerte et Mahdia. Le solde migratoire entre 1989-94 a été positif pour la plupart des villes intermédiaires (chefs-lieux de gouvernorats) à part Jendouba et Zaghouan (MDE, 1996)¹².

3.3- Une situation paradoxale : Une démographie en baisse, un cadre de vie recherché

L'étude des taux de croissance annuelle intercensitaire depuis 1956 des chefs-lieux de gouvernorat montre que les taux sont de plus en plus faibles. Entre 1984-94, les deux tiers des villes avaient enregistré des taux supérieurs 3% l'an contre 18% seulement entre 1994-2004. Il est vrai que le niveau global de croissance a baissé suite à deux processus concomitants : le recul de la fécondité et l'exode rural (INS 2004, MDE 1996)¹³. Certains centres perdent même leur population et on note 15 villes avec des taux inférieurs à 2% l'an entre 1994-2004. Cinq villes seulement dépassent ce cap avec Médnine (4,3%), Monastir (3,5%), Sousse (3,1), Mahdia (2,1) et Bizerte (2). Tourisme et services administratifs ne sont pas étrangers à cette

¹¹ Le cas de Gabès et de Tataouine est très significatif, cette baisse exprime la limite de l'industrialisation de la ville de Gabès durant les années 1970-80 et l'effet de l'émigration extérieure quant à Tataouine qui fait que malgré la promotion au rang de chef-lieu de gouvernorat en 1981, la ville n'a pas vu son taux s'élever au contraire même et contrairement à ce qu'on peut constater à Kairouan ou Tozeur qui enregistrent une reprise forte ou relative selon les cas.

¹² Entre 1979 et 1984, le solde migratoire a été aussi positif pour la plupart des chefs-lieux de gouvernorat à part Béja et El-Kef (MDE, 1996).

¹³ L'exode représentait près de 5% entre 1984 et 1994. MDE - 1996, op. cité.

situation. Des villes comme Kasserine (0,1%), Beja (0,5) et El Kef (0,6) ont les taux les plus bas tandis que des centres promus plus récemment et après une phase de croissance ont vu leur taux se tasser autour de 1,5% (Kébili, Tozeur, Tataouine, Sidi Bouzid...).

Cette situation paraît *paradoxe et problématique* dans la mesure où la ville intermédiaire paraît démographiquement peu dynamique, voire en situation de léthargie et incapable de retenir sa propre population.

L'analyse a montré néanmoins que c'est la strate 20-100 mille hab. qui offre un coût d'urbanisation le plus bas, les autres strates ont une capacité financière très limitée pour les petites villes ou des coûts très élevés pour les plus grandes villes. La taille idéale qui se dégage de l'enquête menée auprès d'un millier de personnes se situe entre 50 et 100 mille hab. (A Belhedi, 1992, 1994).

Ville recherchée et appréciée ou ville en crise et en perte de vitesse, la ville intermédiaire est censée assurer le rôle de relais et d'encadrement territorial.

4 – Villes intermédiaires et système urbain : un double déséquilibre

Les villes intermédiaires sont peu représentées dans la hiérarchie urbaine globale et se trouvent souvent à la tête de systèmes régionaux un peu déséquilibrés.

4.1 – Villes intermédiaires et systèmes urbains régionaux

Au niveau régional, un bon indicateur de concentration peut être exprimé par le rapport entre la taille de la ville régionale (P1) et la constante de la loi rang-taille qui représente la taille théorique correspondant au système urbain régional (P1/b). Ce rapport varie en de 0,33 pour Médenine à 2,82 pour Sfax et nous permet de distinguer trois types de systèmes urbains selon le degré de concentration de la population urbaine dans la ville régionale ou intermédiaire (A Belhedi, 2004) :

- Des systèmes primatiaux où la ville régionale concentre l'essentiel de la population urbaine qui caractérisent Tunis, Sfax, Kairouan, Béja où le rapport dépasse 2.
- Des systèmes tassés avec un rapport entre 1 et 1,3 : Sidi Bouzid, Gabes, Gafsa
- Des systèmes où ce rapport est faible entre 0,64 et 1 : Bizerte, Sousse, Monastir, Mahdia, Kasserine, Tozeur, Kébili, Siliana, Kef, Jendouba et Médenine où le rapport atteint 0,33.

4.2 - La hiérarchie par taille : Faiblesse des villes intermédiaires

La faiblesse des villes intermédiaires est manifeste dans le système urbain tunisien, elle s'exprime par la concavité persistante de la courbe rang-taille et les résidus négatifs au niveau de la strate 50-100.000 hab¹⁴. Au total, huit centres constituent ce niveau : Sousse, Bizerte, Gabès, Kairouan, Nabeul, Gafsa et Béja. Les villes qui ont le plus progressé sont Gabès et Gafsa. Sousse se trouve en dernière position, limitée dans son développement de part et d'autre par Tunis, Sfax et les villes du Sahel comme Monastir et Mahdia. Ce creux est à relier à l'essoufflement constaté dans la croissance de centres qui manquent pour la plupart de base productive à part Bizerte, Gabès ou Sousse. Il est à relier aussi à la faiblesse des niveaux de vie des populations rurales dont les besoins se trouvent souvent satisfaits dans de petits centres mais aussi aux processus de court-circuitage très fréquents dans le système urbain qui s'opèrent aux dépens des villes intermédiaires au profit de la capitale (Cf. infra). Les

¹⁴ Les résidus négatifs expriment en réalité, la présence de facteurs limitatifs autre que le rang et expriment que ces villes ont une taille bien en deçà de leur rang dans le système urbain global.

impératifs de centralisation étatique et d'encadrement territorial local expliquent cette faiblesse des villes intermédiaires.

En outre, l'analyse des systèmes régionaux montre qu'aucune ville intermédiaire n'a réussi à se constituer un véritable réseau urbain. La mauvaise hiérarchisation caractérise tous les systèmes à part ceux du Sahel et du Cap Bon où les systèmes paraissent plus équilibrés. On peut distinguer trois types de systèmes urbains :

- Le système primatial où la première ville écrase le reste, c'est le cas de Tunis, Sfax ou Kairouan, voire une amorce autour de Gabès et Bèja. La primatialité s'exprime par une proportion élevée de la population urbaine régionale dans la première ville tandis que le rapport (b/P1) est très faible, la valeur de la pente (a) est souvent élevée et la déficience du niveau intermédiaire est manifeste.

- Le système acéphale où la première ville ne se démarque que faiblement du lot. Cette situation s'exprime par une pente faible, la première ville ne représente qu'une faible proportion de la population urbaine et le rapport b/P1 est élevé. On trouve dans ce cas le Sahel, le Cap Bon, le Sud Est et le Nord-Ouest où les villes ont des tailles si rapprochées qu'aucune ville n'émerge par suite de la faiblesse des villes (Nord-Ouest, Sud-Est) et de la situation de concurrence .

- Le système sans base où manque une base urbaine fournie formée par les petits centres sans que les villes moyennes soient importantes; on trouve dans ce cas les systèmes de Kasserine, Gafsa, Jerid, Gabès et Jendouba.

5 – La ville intermédiaire et l'ordre étatique

Le rôle de l'Etat a été central dans la dynamique démographique des villes intermédiaires directement à travers le maillage et l'encadrement administratif et indirectement à travers l'appareil productif touristique et industriel notamment.

5.1 – Un encadrement territorial de plus en plus affiné

La diffusion des services sociaux (santé, éducation...) et la décentralisation des services techniques depuis 1970 font que de nombreux centres, notamment les chefs-lieux de gouvernorat (secondairement ceux de délégation) ont bénéficié d'une base administrative qui a généré des taux élevés de croissance. Les chefs-lieux de gouvernorat forment cette strate de villes susceptibles de jouer un rôle important au niveau de l'encadrement territorial. Il existe une forte relation entre le rythme de croissance et la date de promotion. L'Etat a été à l'origine d'une véritable explosion urbaine au niveau de tous les centres. Les exemples de Kasserine, Sidi Bouzid, Siliana et Zaghouan sont très indicatifs¹⁵. Le cas des chefs-lieux de gouvernorat promus plus récemment comme Tozeur, Kébili ou Tataouine est significatif de cette dynamique démographique liée au statut administratif des villes. L'Etat a fait de ces centres des villes encadrantes dont le rôle essentiel est l'encadrement territorial des espaces qui relèvent de leur ressort sur le plan administratif et des services sociaux régionaux.

¹⁵ A Kasserine, on ne comptait que 2705 hab. en 1956 dont 300 européens, en 1966 l'administration représentait 45% des emplois (M.C. Oberti 1971), 61,6% en 1975 (P. Signoles P. 158), elle compte actuellement près de 50.000 hab. Sidi Bouzid n'était peuplée que de 1675 hab. en 1956 (P. Bonnenfant et R. Landy, 1972) elle doit son développement à l'administration depuis 1974, puisqu'elle constitue 50% des emplois en 1977-78. C'est une véritable opération chirurgicale imposant le modèle urbain à une société pastorale (H. Attia 1977). Siliana n'était qu'un centre colonial en 1956 entré en crise mais sa promotion en 1974 fait que l'administration constitue les 2/3 de l'emploi (P. Signoles p159). Zaghouan constitue un autre exemple de centre colonial (600 colons) laissé pour compte jusqu'à 1974, date de sa promotion en chef-lieu de gouvernorat.

5.2 - L'effet différentiel de la diffusion de l'appareil productif

La localisation différentielle de l'appareil productif fait que les villes intermédiaires ont connu des sorts différents. En encourageant le secteur touristique, l'Etat a favorisé le développement des centres littoraux surtout (Nabeul, Monastir, Sousse...) qui forment de véritables pôles attractifs. Les taux de croissance ont été presque partout supérieurs à la moyenne urbaine.

La politique industrielle de l'Etat a favorisé certains centres comme Bizerte, Sousse ou Gabes qui ont pu constituer une base productive. Parallèlement à une fluidité dans la localisation permettant la diffusion de petites unités en bas de l'échelle qui a touché les petites villes du littoral, l'Etat a limité son intervention à quelques centres importants comme Gabès (Industrie chimique), Kairouan (Manufacture de Tabac) ou Gafsa (Chimie).

Dans le littoral, tourisme, industrie et administration se combinent. A l'intérieur, l'administration reste la seule base de l'urbanisation et l'unique vecteur d'encadrement. Ce constat nous conduit à un autre clivage fonctionnel, cette fois, entre les villes littorales et intérieures.

5.3 – La déconcentration universitaire

L'analyse de la carte universitaire publique¹⁶ montre que ce sont plutôt les villes littorales, Sfax et Sousse d'abord qui ont bénéficié depuis les années 1980 de la déconcentration universitaire de la Capitale, suivies ensuite par des villes comme Monastir, Gabes, Nabeul et Bizerte. La déconcentration universitaire a profité à un ensemble de centres qui disposent actuellement d'un ou de plusieurs institutions universitaires sous forme d'ISET, de ISFM¹⁷ ou d'autres établissements universitaires.

La création de nouvelles universités a profité aussi à ces centres littoraux en plus de noyaux intérieurs comme Gafsa, Jendouba, Kairouan et Mahdia. Au milieu des années 1980, ce sont Sousse et Sfax, ensuite avec les années 2000 Gabes et Jendouba puis tout récemment ce sont Gafsa, Monastir, Kairouan et Mahdia qui se trouvent dotés d'universités¹⁸. De ce lot, deux villes se démarquent par un nombre élevé d'établissements universitaires (3 – 5): le Kef et Nabeul. Les centres de recherches et les technopôles (en cours et prévus) viennent renforcer ce tissu et appuyer davantage certaines villes intermédiaires.

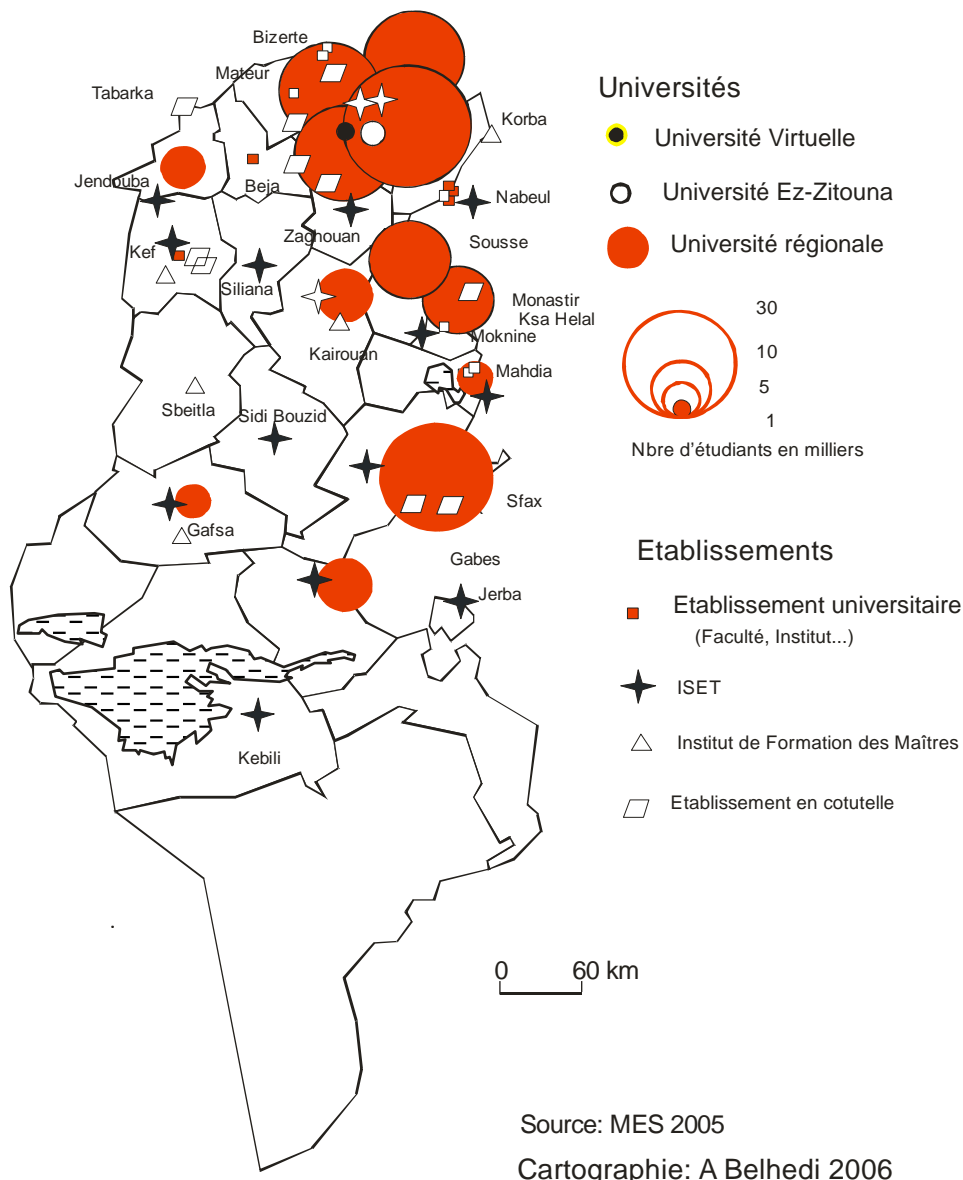
Les villes intermédiaires sont très différenciées au niveau fonctionnel et au dualisme intérieur-littoral cité ci-dessus s'y ajoute le contenu fonctionnel des villes. Ces villes assurent plutôt le rôle d'encadrement et pâtissent du processus de court-circuitage.

¹⁶ On compte actuellement 17 universités privées dont 13 à Tunis, 2 à Sousse et 2 à Sfax groupant en tout près de 11500 étudiants. Source : MES - 2005 : L'enseignement supérieur en chiffres 2004/2005.

¹⁷ ISET : Institut Supérieur des Etudes Technologiques, il est prévu d'en doter tous les chefs-lieux de gouvernorats. ISFM : Institut Supérieur de Formation des Maîtres (Sousse, Kef, Korba, Gafsa, Sbeitla, Kairouan)

¹⁸ Tunis est dotée de 4 universités régionales englobant la Capitale et le Nord (Tunis, el-Manar, 7 Novembre à Carthage et Manouba), deux universités nationales : l'Université Ez-Zitouna (Théologie, Civilisation islamique) et l'université Virtuelle.

Universités publiques 2005



6 - Typologie fonctionnelle : Faiblesse et dualisme

6.1 - Dualité fonctionnelle littoral-intérieur

Les villes intermédiaires ont un contenu fonctionnel plus diversifié, on peut relever 4 niveaux hiérarchiques qui relaient la Capitale et forment l'armature régionale (A Belhedi, 1992):

- 1 - Sfax et Sousse constituent des métropoles régionales incomplètes.
- 2 - Bizerte, Gabès représentent des centres régionaux
- 3 - Les centres régionaux incomplets formés par Kairouan, Nabeul, Bèja, Gafsa, El-Kef, Monastir, Jendouba, Médnine et Kasserine comme centres incomplets.
- 4 - Les centres sous régionaux représentés par Mahdia, Sidi Bouzid, Siliana, Zaghuan, Tozeur, Tataouine et Kébili.

Les villes intermédiaires se distinguent par l'importance de la diversité fonctionnelle et des services aux entreprises¹⁹ privilégiant Sfax, Sousse, Gabès, Bizerte, suivis par Nabeul, Monastir. On peut distinguer deux modèles (A Belhedi, 1992) :

- a- Le modèle traditionnel transformé des villes intérieures, caractérisé par la prédominance de l'agriculture, de l'artisanat et des petits métiers ; par un sous-emploi et l'importance de l'administration avec développement du tourisme (Tozeur), l'artisanat (Kairouan, Gafsa).
- b- Le modèle capitaliste moderne du littoral caractérisé par la prédominance d'une activité moderne et une structure diversifiée (industrie, tourisme, commerce, services...).

L'opposition démographique littoral-intérieur se trouve ainsi relayée et favorisée par une dualité fonctionnelle.

6.2 – Des villes encadrantes et de simples relais

L'analyse du niveau d'équipement montre que les villes intermédiaires forment le niveau supérieur et régional de la hiérarchie (A Belhedi 1992). Le niveau supérieur est constitué par les deux métropoles régionales incomplètes de Sfax et Sousse avec une note de 430 à 480.

Les autres centres forment le niveau régional qui se subdivise en trois sous-groupes selon le niveau d'équipement : Gabes et Bizerte forment des centres régionaux. Les centres régionaux incomplets sont représentés par El-Kef, Monastir, Gafsa, Nabeul, Bèja, Kairouan, Médenine, Jendouba, Kasserine tandis que les autres constituent des centres sous-régionaux (Mahdia, Sidi Bouzid, Siliana, Zaghouan, Tozeur, Kébili, Tataouine).

Au niveau régional, à part, le Nord-Est et le Sahel où on relève 6 à 7 niveaux hiérarchisés, ailleurs on se limite souvent à 3 ou 4 niveaux. Les villes intermédiaires sont à la tête d'ébauches de réseaux comme Sousse, Sfax, voire Gabès. Les autres villes ne sont que de simples relais d'encadrement de la Capitale et sont à la tête de systèmes urbains souvent déséquilibrés et incomplets à mettre en relation avec la déficience d'une véritable vie régionale et la faible diversification de l'économie urbaine et régionale. Les villes intermédiaires sont des villes encadrantes reproduisant le modèle national comme Siliana (S. Fazai, 1994), Kairouan ou Sfax

En dépit du brouillage du pavage régional des services, on peut dresser une matrice avec en ligne les gouvernorats, en colonne les chefs-lieux de rattachement. La diagonale indique l'autonomie des espaces régionaux, le total de la ligne exprime la subordination tandis que le total de colonne indique la polarisation. L'examen de près de 17 services régionaux nous permet de distinguer trois niveaux : Sfax et Sousse en tête, Gabes, El Kef, Bizerte, Beja et Gafsa, Kairouan, Monastir, Médnine et Nabeul. Au troisième rang, on trouve Jendouba, Kasserine et Sidi Bouzid ; enfin en bas d'échelle on a les nouveaux centres promus plus tardivement au statut de chef-lieu de gouvernorat en 1974 pour Siliana, Mahdia et Zaghouan²⁰ et au début des années 1980 pour Tozeur, Tataouine et Kébili en 1984 (A Belhedi, 2004).

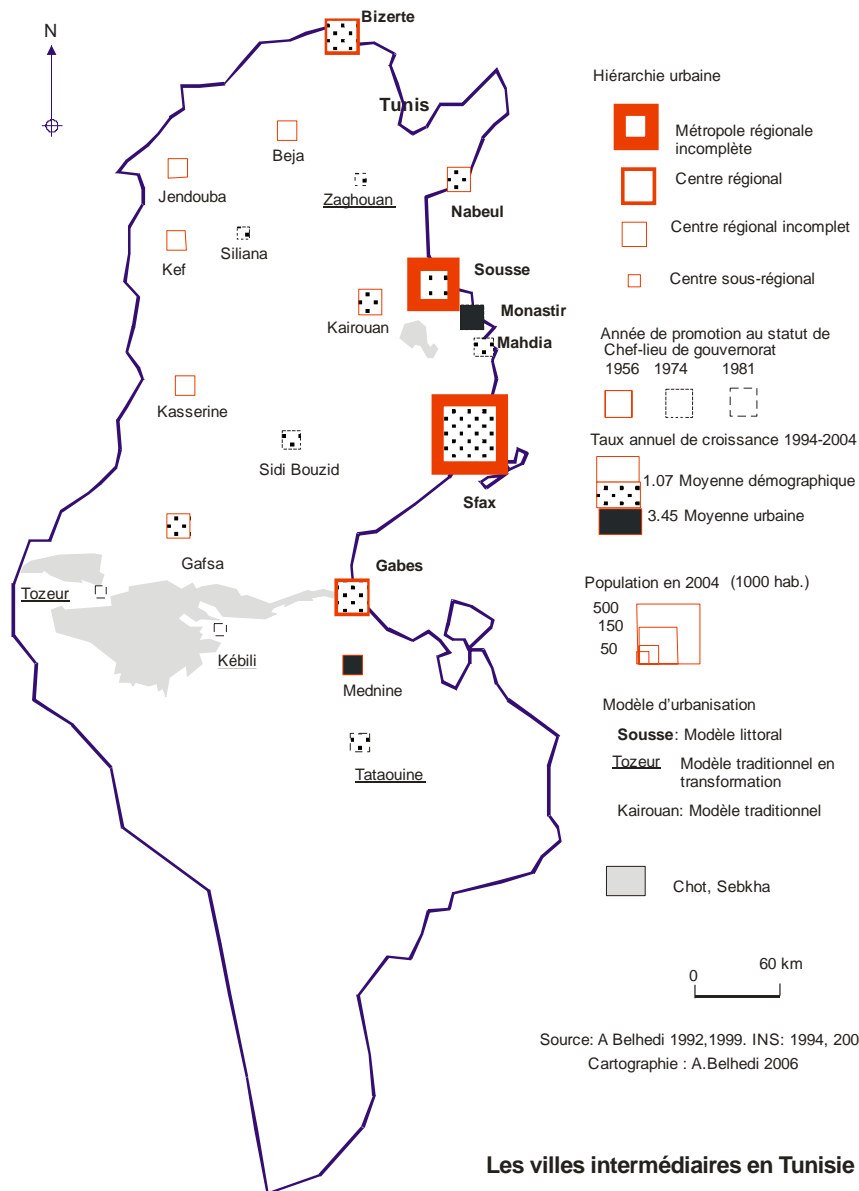
¹⁹ On peut distinguer des centres spécialisés vers les plus diversifiés les trois types suivants :

* Les centres à base administration - tourisme (Monastir).

* Les centres trifonctionnels à dominante administrative et agriculture - pêche (Mahdia) ou dominante tourisme avec administration - artisanat (Nabeul).

* Les grands centres diversifiés où on a l'administration, l'industrie, le commerce voire le tourisme. L'activité dominante varie selon les centres : industrie - administration - services privés (Gabès), tourisme - administration, services privés (Sousse), commerce de gros, import - export - industrie (Bizerte), commerce de gros, services privés, import-export, industrie (Sfax).

²⁰ Deux centres promus en 1974 se trouvent à un niveau plus élevé : Sidi Bouzid et surtout Monastir qui ont bénéficié tous deux d'un important effort de développement agricole et d'équipement administratif,



6.3 - Le court-circuitage des villes intermédiaires

On peut distinguer trois niveaux de villes intermédiaires assurant la direction et la gestion territoriale : deux centres directionnels intermédiaires représentés par Sfax et Sousse, un niveau intermédiaire formé par Gabès, Bizerte, Kairouan et Nabeul. Enfin, le niveau régional formé par les chefs-lieux de gouvernorat. Les villes intermédiaires relayent la capitale mais font l'objet d'un court-circuitage intense. Une enquête réalisée auprès de 152 entreprises a montré le court-circuitage est élevé, de l'ordre de 49,1% et il est d'autant plus élevé que la taille du centre est réduite. Le taux baisse ensuite à 51,2% dans les centres de 50-100.000 hab. et 31,3% Gabès et Bizerte, le taux le plus faible est enregistré à Sfax (A Belhedi, 1992, 1995).

Les différentes approches confirment la fragilité des villes intermédiaires qui expriment l'excessive centralisation et la faiblesse de la vie régionale qui en font un simple relais de la Capitale et un simple centre d'encadrement territorial. L'ordre national préside à

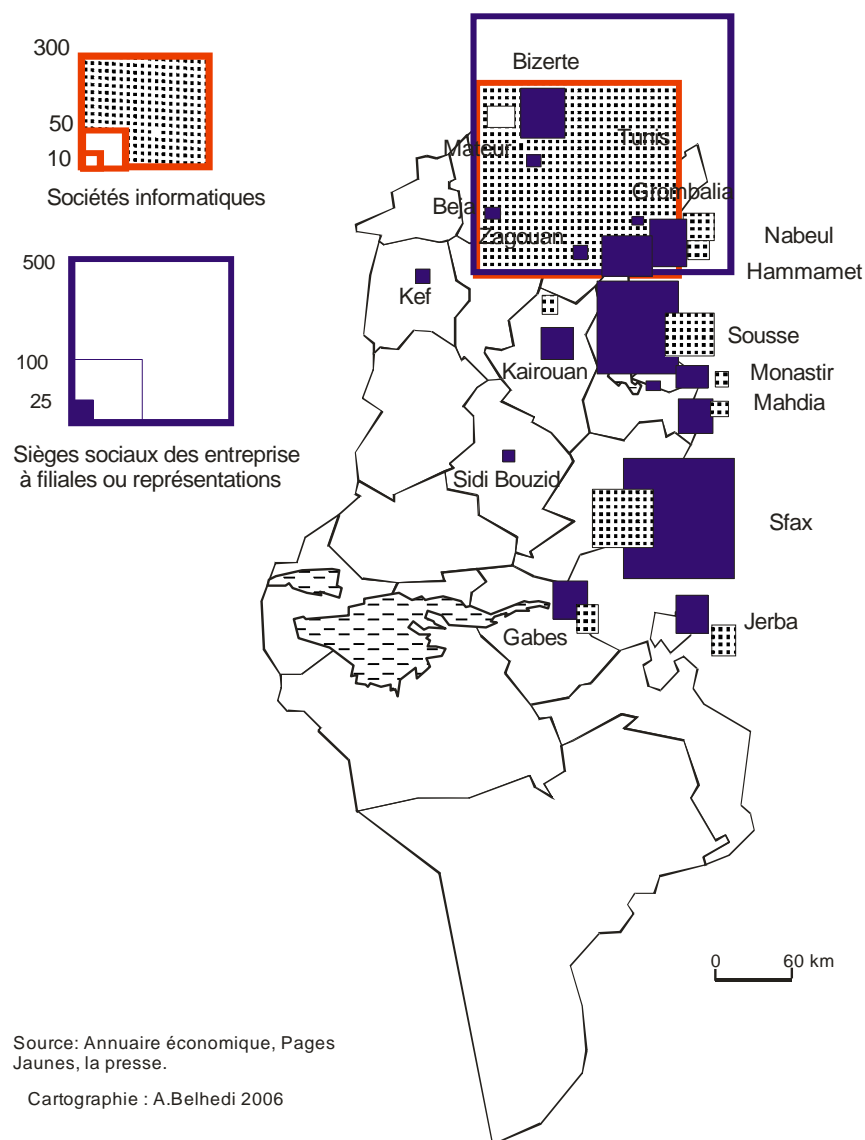
d'équipement universitaire, touristique et industriel pour Monastir. Certains centres touristiques viennent même avant des villes comme Gabès, c'est le cas de Hammamet ou Jerba (A Belhedi, 2002).

l'organisation de l'espace, même local ; s'exprime à travers le poids écrasant de la capitale qui inhibe l'émergence de la région, court-circuite et bloque les villes intermédiaires, limite la décentralisation.

7 – Villes intermédiaires, activités modernes et réseaux : l'enjeu futur

L'implantation des activités modernes (NTIC, Informatique, Téléphonie, Matériel scientifique et médical, cosmétique,...) et des sociétés à représentation exprime la dynamique spatiale et porte en elle les prémices de l'espace de demain. Leur analyse sur la période 1999 - 2005 nous permet de voir la place des villes intermédiaires. La base de données, établie à partir des journaux, des annuaires économiques et des Pages Jaunes nous montre que, exception faite de la Capitale qui attire 87% des 235 sièges sociaux, deux villes seulement abritent le reste des sièges sociaux avec une légère avancée de Sousse : 7% contre 6,1% pour la seconde ville du pays. Aucun autre centre intermédiaire n'émerge ce qui pose le problème de la concentration excessive des activités high tech parallèlement à une diffusion assez large des services de base et régionaux et de type banal.

Distribution des entreprises informatiques et des sociétés à filiales

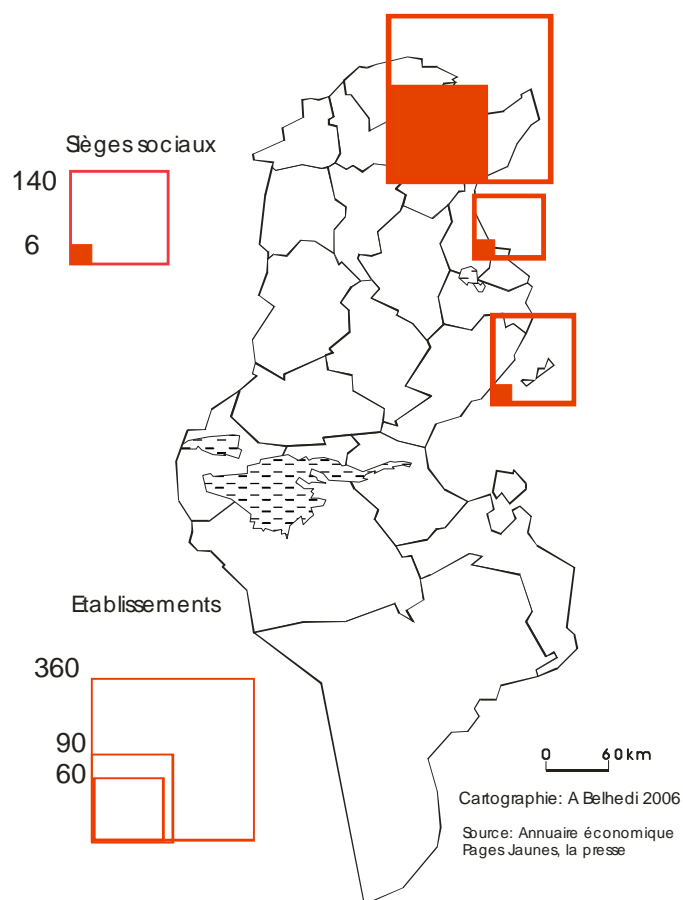


Quant aux 435 établissements commandés par ces sièges, Tunis en attire déjà 45% contre 19% pour Sfax et 13% pour Sousse. Bizerte, Gabes et Kairouan viennent très loin derrière avec 7 à 9 établissements seulement²¹ tandis que Kef, Beja, Mahdia et Sidi Bouzid attirent 2 à 3. Enfin, des villes comme Gafsa, Tozeur, Tataouine et Jendouba abritent un seul établissement dont la localisation s'explique souvent par des affinités liées aux origines géographiques de certains responsables ou gérants beaucoup plus que par une force attractive de la ville (A Belhedi, 2002).

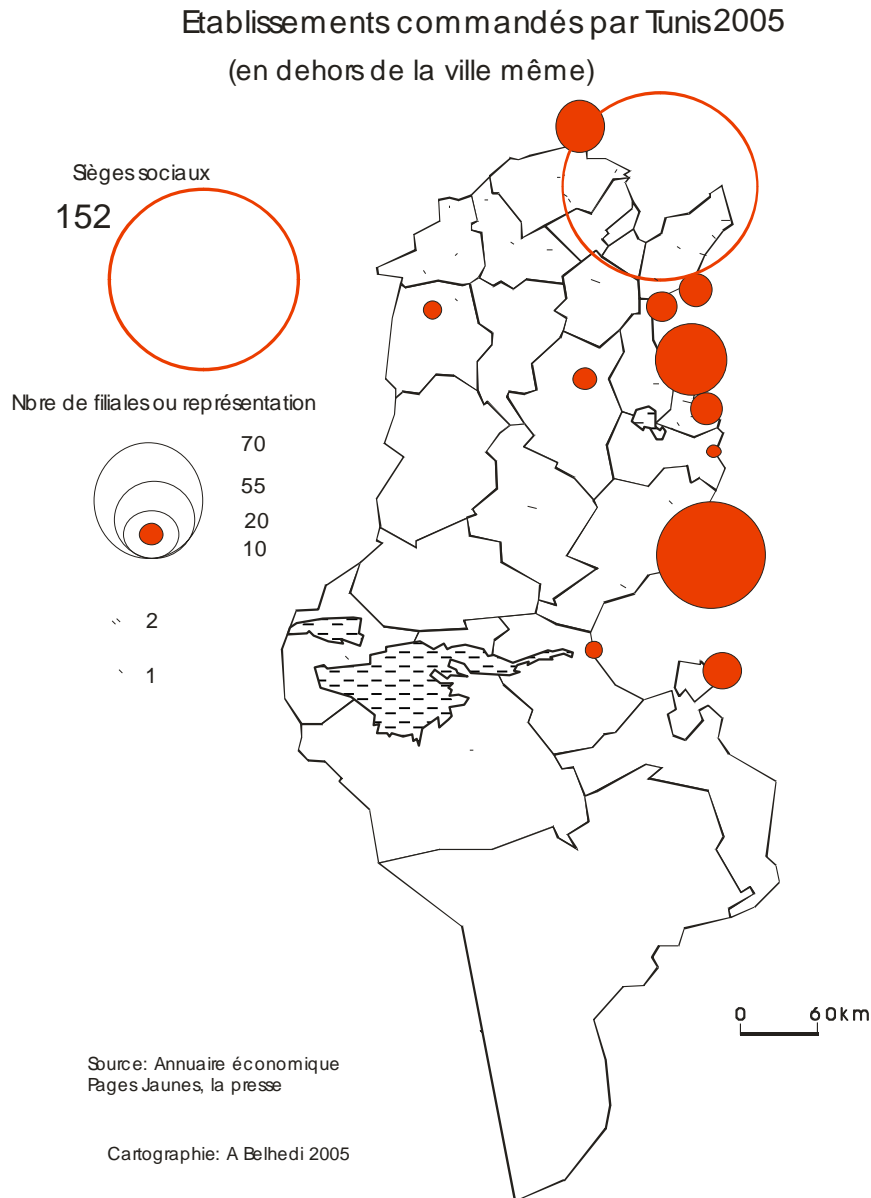
L'analyse de l'évolution temporelle de ces réseaux à représentation montre que la diffusion de ces activités s'effectue selon un schéma plutôt hiérarchique où le trinôme Tunis-Sfax-Sousse est souvent présent, proxémique ensuite autour de ces foyers émetteurs ou récepteurs, donnant lieu à la fin des schémas de diffusion assez complexes avec intervention de facteurs spécifiques comme l'origine géographique des chefs d'entreprises ou certaines opportunités locales qui viennent perturber le modèle général.

Le clivage littoral-intérieur est encore plus criant, d'autant plus qu'il intéresse des créneaux modernes d'activité dont la distribution préfigure l'espace de demain. Les villes intérieures n'attirent que moins de 4%. Plusieurs des chefs-lieux de gouvernorats retenus n'apparaissent même pas : c'est le cas de villes comme Siliana, Kasserine, Kébili, Jendouba, Tozeur, Gafsa, Médenine, Tataouine ou Zaghouan. Au total, l'étau se resserre autour d'une dizaine de villes intermédiaires en majorité littorales qui focalisent l'espace tunisien et sont appelées à jouer un rôle de premier rang dans les années à venir dans l'organisation de l'espace tunisien.

Commandement des entreprises 2005



L'examen du commandement des entreprises, à travers le lieu du siège social et la localisation des établissements, montre que Tunis commande l'essentiel des établissements, suivie par Sfax et Sousse, qui s'implantent en priorité dans les centres littoraux tandis que les villes intérieures n'apparaissent même pas à part Kef et Kairouan, Sidi Bouzid, Beja, Zaghouan et Jendouba n'abritent qu'un seul établissement.

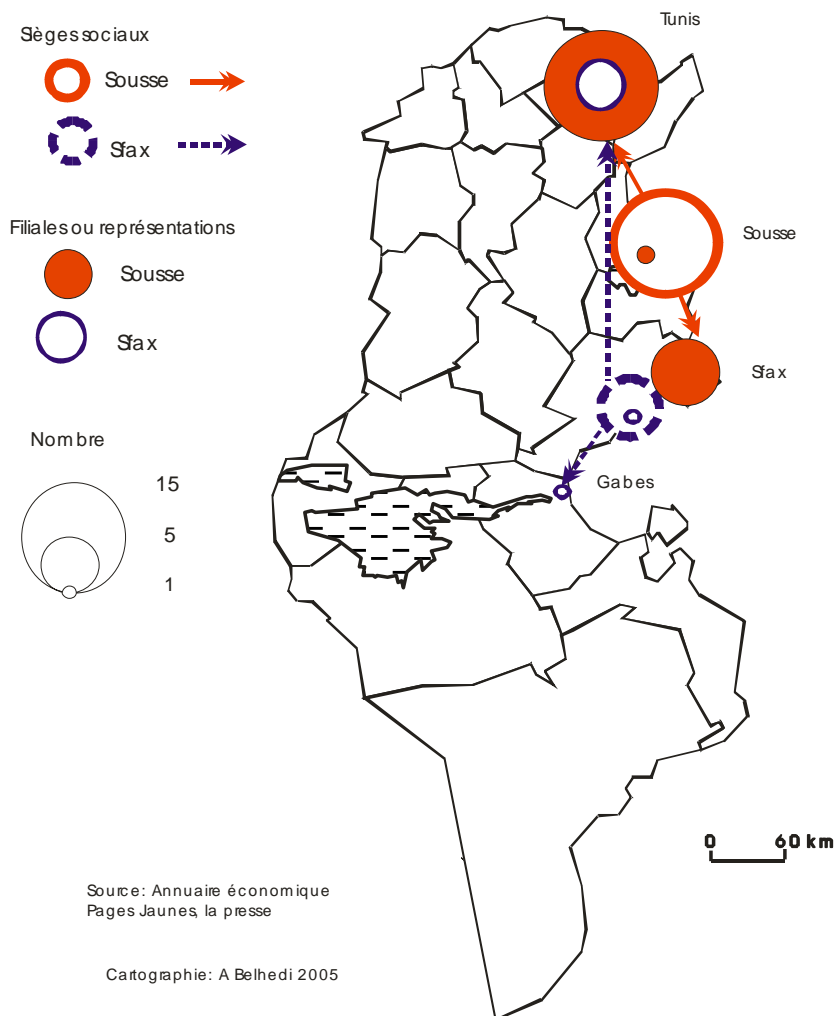


L'analyse des entreprises à filiales ou à représentation montre que des villes comme Kasserine, Gafsa, Jendouba, Siliana, Médenine, Kebili, Tozeur et Tataouine n'apparaissent même pas. Pour les sociétés informatiques, aucune ville intérieure n'apparaît à part Kairouan. Pour ces deux créneaux, le littoral marque sa primauté et les villes touristiques (comme Jerba et Hammamet) se trouvent mieux représentées que plusieurs villes intermédiaires.

8 – Mondialisation, ordre étatique et villes intermédiaires

Avec la mondialisation, le désengagement de l'Etat fait que le niveau régional s'est affaibli au profit de l'entreprise transnationale alors que le niveau local émerge et occupe de plus en plus la scène tant politique que spatiale et sociale. Ce processus fait que la ville intermédiaire s'affaiblit aussi et change de rôle d'intermédiation. Au lieu d'être le relais de l'ordre public et national sous l'impulsion de l'Etat, la ville intermédiaire assure de plus en plus l'intermédiation entre le mondial et le local.

Commandement de Sousse et Sfax 2005



En dépit de nombreux programmes d'équipement public²², le niveau régional perd de sa vigueur²³ parallèlement à l'intégration de certaines villes intermédiaires dans l'espace métropolitain de grands centres comme Tunis, Sousse et secondairement Sfax. C'est le cas

²² Les principaux programmes actuels ou prévus concernent le champ économique sous forme d'aéroport international de l'Enfidha, de zones franches (Zarzis, Bizerte), de station touristique (Hammamet Sud, Hergla) ou le réseau autoroutier qui ont une portée plutôt nationale et ne touchent qu'indirectement les villes intermédiaires à part le renforcement des pôles universitaires et technologiques.

²³ Comparativement aux années 1960, 1970 et 1980 où les centres régionaux étaient au coeur de problématique du développement et des actions entreprises par l'Etat.

des villes comme Bizerte, Mahdia, Beja, Kef ou Kairouan. Ces villes, qui perdent un peu de leurs fonctions traditionnelles, se trouvent de plus en plus intégrées dans des aires métropolitaines plus vastes qui sont le répondeur de la mondialisation. A une logique régionale de fonctionnement se substitue de plus en plus une logique nationale (A Belhedi 1992) de réseaux où les centres et les régions se placent en fonction de leur place, leur spécialisation et position. D'un autre côté, plusieurs indices montrent l'émergence de dynamiques locales de nature à valoriser les facteurs locaux : savoir-faire, économies d'agglomération, flexibilité, rente de terroirs agricoles, initiatives locales, traditions productives (A Hayder 2006) donnant lieu à des ancrages territoriaux répondant à la carence nationale ou régionale et palliant l'agression de la mondialisation rampante.

L'enjeu est réel. Avec la mondialisation rampante, l'union douanière avec l'Europe qui entre en vigueur dès 2008 va accélérer ce processus de structuration spatiale, renforcer certaines villes intermédiaires aux dépens d'autres et favoriser les centres littoraux pas seulement en matière démo-économique mais aussi sur le plan du contenu même de ces activités, la mise en réseau et le commandement spatial.

Conclusion

La primauté de l'ordre national et l'urbanisation liée à l'Etat expliquent la faiblesse des villes intermédiaires qui se trouvent assignées à un rôle d'encadrement, de gestion et de relais de la Capitale. La faiblesse des villes intermédiaires exprime, en réalité, la négation de la région même. Le même modèle de croissance par les extrêmes se trouve souvent reproduit par ces mêmes villes intermédiaires qui en pâtissent, en particulier celles qui se situent en bas de l'échelle. L'exemple est très clair au Nord-Ouest en particulier dans la zone de Siliana (S Fazai, 1994), le Kairouanais...

Le court-circuitage trouve son origine aussi dans le faible niveau de consommation des masses rurales et secondairement urbaines et le caractère artisanal des activités productives. Il assure, en fait, la reproduction du système urbain nationale dans ses différentes composantes au niveau des régions. Les villes intermédiaires contribuent même à reproduire le système à travers la croissance par les extrêmes dans leur région. Avec le désengagement de l'Etat, la ville intermédiaire est appelée aussi de revisiter sa place et son intermédiarité.

Bibliographie

- Attia H. - 1977 : Les Hautes Steppes, de la société pastorale à la société paysanne. Thèse d'Etat., Paris VIII, 724 p.
- Belhedi A - 1989 : Espace et société en Tunisie. Thèse d'Etat, 3 vol : 296, 306 et 252 p. Université Tunis I.
- Belhedi A - 1992 : Société, espace et développement en Tunisie. PUT, FSHS, 262 p
- Belhedi A - 1992 : L'organisation de l'espace en Tunisie. PUT, FSHS, 270 p.
- Belhedi A - 1992 : L'aménagement de l'espace en Tunisie. PUT, FSHS, 267 p.
- Belhedi A - 1992 : Le système urbain tunisien. Croissance urbaine et système hiérarchique ; Revue Tunisienne de Géographie, 21/22, pp : 177-191.
- Belhedi A - 1993 : L'urbanisation en Tunisie : croissance urbaine, structuration hiérarchique et contenu fonctionnel. Revue Tunisienne de Sciences Sociales. 112, pp : 11-50.
- Belhedi A - 1994 : Quelle ville. In Géographie et Développement, n° 12 -13.
- Belhedi A - 1995 : Les petites et moyennes villes en Tunisie. Sefrou, Maroc. (en arabe). In La ville moyenne au Maghreb. Enjeu de la décentralisation et du développement local. V° Colloque de Sefrou, 1991. pp : 142 - 167.

- Belhedi A - 1998 : Intermédiation et espaces intermédiaires. Quelques éléments de problématique de (pour) l'espace médian. Communication au II colloque du Département de Géographie «Les espaces intermédiaires», Faculté des Lettres & des Sciences Humaines e Sfax, Sfax 2 - 4 mars 1998. Ronéo, 8 p. Cf. aussi le site : <http://www.kokoom.com/belhediamor>.
- Belhedi A - 1999 : Les villes intermédiaires en Tunisie. Place et dynamisme. In «Villes intermédiaires en Méditerranée», Tome 1, Cahiers de la Méditerranée, n° 50, pp : 81-103. Cf. aussi le site : <http://www.kokoom.com/belhediamor>.
- Belhedi A - 2002 : Dynamique économique régionale. Tendances récentes. Communication à la Journée d'Etudes du Laboratoire «Dynamiques & Planification Spatiales». Tunis, 20 février 2002, FSHS. Texte revisité à paraître en 2006.
- Belhedi A - 2004 : Le découpage administratif en Tunisie. In Aménageurs et aménagés en Algérie. Héritages des années Boumédiène et Chadli. Dir. de A Bendjelid, J Cl Brûle et J Fontaine. L'Harmattan, IGAT-Théma-Urbama. pp : 340 - 360. Texte publié aussi in Revue de Géographie du Maroc 1991 ?
- Belhedi A - 2004 : Le système urbain tunisien. Analyse hiérarchique démo-fonctionnelle sur la base de la loi rang-taille. Revue Européenne de Géographie, Cybergeog 258, 09/02/2004.
- Belhedi A et Lamine R - 1979 : Les transports terrestres et organisation de l'espace. In Géographie et Développement, n° 1.
- Bonnenfant P et Landy R - 1972 : Gammouda, essor d'un centre urbain dans la Steppe tunisienne. IBLA130, 40p.
- Dagognet F - 1977 : Une épistémologie de l'espace concret. Paris, Vrin.
- Brunet R, Ferras et Théry H - 1993 : Les mots de la géographie. Dictionnaire critique. Reclus - Documentation Française. Coll. Dynamiques du territoire. 518 p.
- Fazai S - 1994 : La dynamique urbaine et le rôle régional d'un chef-lieu de gouvernorat récent au Nord-Ouest tunisien : la ville de Siliana. Thèse de 3° cycle, 526 p, FSHS.
- Hayder A. - 1986 : Le commandement économique des entreprises. Revue Tunisienne de Géographie. 14.
- INS : Recensement de la population et des logements 1956, 1966, 1975, 1984, 1994 et 2004
- Hayder A - 2006 : Les dynamiques régionales en Tunisie : de la régionalisation à la métropolisation. Ronéo, 21p.
- INS : Enquête Population-Emploi 1980, 1989, 1990
- INS : Enquête Consommation des ménages 1975, 1980, 1990, 1995 et 2000
- MDE - INS - 1996 : Migration intérieure et développement régional. Etude stratégique. 310p. + annexes. A Belhedi (dir).
- Obert M.C. - 1972 : Kasserine : Etude de géographie urbaine. Mémoire de Maîtrise, Paris X, 172 p.
- Signoles P - 1985 : Tunis et l'espace tunisien. Publ. Urbama, (Tours), UA 365, n° 14-15, 1041p

Tunis, avril 2006

Annexes

Population des villes intermédiaires 1956 - 2004 par ordre alphabétique

Ville	1956	1966	1975	1984	1994	2004	Croissance/an (en %)		
							1956-84	1984-94	1994-04
Bèja	23325	30963	41134	46708	53900	56677	2,51	1,44	0,50
Bizerte	44681	67040	83914	94509	128200	156909	2,71	3,09	2,04
El Kef	14743	23244	30745	34519	42449	45191	3,08	2,09	0,63
Gabès	44948	54300	72315	92258	129995	153156	2,60	3,49	1,65
Gafsa	26345	35348	48108	65140	97110	114293	3,28	4,07	1,64
Jendouba	9996	18066	27771	31291	39731	43944	4,16	2,42	1,01
Kairouan	33968	46199	56406	72275	102634	117903	2,73	3,57	1,39
Kasserine	2705	9852	25148	47606	68414	76243	10,78	3,69	0,09
Kébili	4367	5986	9471	11780	16790	18693	3,61	3,61	1,08
Mahdia	20285	24821	31908	36828	44563	54902	2,15	1,92	2,11
Médénine	5350	7931	16688	26602	40509	61705	5,89	4,29	4,30
Monastir	12596	20366	33126	35546	50743	71546	3,77	3,62	3,49
Nabeul	29212	34136	48581	59009	77527	92246	2,54	2,77	1,75
Sfax	170028	218328	259868	304742	395277	475649	2,10	2,63	1,87
Siliana	3431	5322	7302	12433	21341	24243	4,70	5,55	1,28
Sidi Bouzid	1855	4809	4983	19218	34315	39915	8,70	5,97	1,52
Sousse	54885	64301	80449	83509	191619	259862	1,51	8,66	3,09
Tataouine	2599	4760	10707	30371	50352	59346	9,18	5,18	1,66
Tozeur	14477	16193	19525	21604	28979	32400	1,44	2,98	1,12
Zaghouan	5738	5741	7383	10149	13644	16037	2,05	3,00	1,63

Sources : INS, 1956, 1966, 1975, 1984, 1994, 2004. Calcul personnel.

Taux de croissance urbaine selon la taille 1956 – 1984 (en % /an)

Période	Capitale	50-500	20-50	10-20	5-10	2-5	Total
1956-66	5.8	3	3.1	2.7	3.1	3.5	3.9
1966-75	3.2	2.4	4	4.3	3.5	3.5	3.38
1975-84	3.7	2.52	2.49	4.65	4.36	5.01	3.79
1956-84	3.82	2.2	2.96	2.96	2.98	3.79	3.36

Source : INS, 1956, 1966, 1975, 1984, A Belhedi 1992, 1999

Part des strates de villes dans la population urbaine 1956-84

Taille 1000 hab.	% Population urbaine			
	1956 Totale Tunisienne	1966	1975	1984
Capitale	33.6 - 29.2	33.5	32.9	32.3
20 - 300	27.3 - 36.5	32.4	36.4	39
2 - 20	39.1 - 42.7	34.1	30.7	28.7

Source : INS : 1956, 1966, 1975, 1984, A Belhedi 1992

Part des strates dans la population additionnelle en %

Taille 1000 hab.	1956-66	1966 - 75	1975 - 84
Capitale	47	33	31.2
20 - 300	27.9	26.8	26.2

2 - 20	28.9	39.7	42.5
--------	------	------	------

Croissance urbaine selon la date de promotion au statut de chef-lieu de gouvernorat

Centre	1956-66	1966-75	1975-84
Tunis (a)	5,09	3,17	3,16
Sfax	3,18	1,95	1,78
Sousse	1,79	3,67	2,69
Bizerte	4,34	2,73	1,32
Kairouan	3,40	2,24	2,78
Gabès	1,19	3	6,79
Nabeul	1,82	3,99	2,18
Gafsa	2,61	3,79	3,35
Kasserine	15,09	10,97	7,34
Médénine	4,39	8,62	5,31
Jendouba	5,60	3,95	2,17
Bèja	3,91	3,20	1,42
El-Kef	6,03	3,15	1,29

Monastir (b)	4,43	5,55	0,78
Mahdia	1,7	4,3	3,43
Siliana	6	3,58	6,00
Zaghouan	1,16	2,83	3,59
S Bouzid	6,87	13,25	7,57

Tozeur (c)	0,02	2,48	2,46
Kébili	0,56	6,26	4,67
Tataouine	6,78	9,43	2,82

a : Chef-lieu depuis 1956. b : Promotion en 1974. c : Promotion en 1980/81.

Source : INS, 1956, 1966, 1975, 1984. A Belhedi 1992, 1999

Taux de croissance annuelle des villes intermédiaires 1956 - 2004

Taux en %/an	1956 – 1966	1966 – 1975	1975 – 1984	1984 – 1994	1994 - 2004
< 1	2	0	1	2	4
1 – 2	5	2	4	2	11
2 – 3	1	4	6	5	2
3 – 4	3	8	3	7	2
4 – 5	3	0	1	2	1
≥ 5	6	6	5	4	0

Source : INS. Calcul personnel

Taux de croissance des villes intermédiaires selon la date de promotion et la période

Taux en %/an	1956 – 1966			1966 – 1975			1975 – 1984			1984 – 1994			1994 - 2004		
	<2	2-4	≥4	<2	2-4	≥4	<2	2-4	≥4	<2	2-4	≥4	<2	2-4	≥4
A Centres 1956	3	4	5*	1	9*	2	4	5*	3	1	8*	3	9	2*	1
B Centres 1974	2	-	3	-	2	3	1	2	2	1	2	2	3	2	-
C Centres 1981	2	-	1	-	1	2	-	2	1	-	2	1	3	-	-
Total	7	4	9	1	12	7	5	9	6	2	12	6	15	4	1

A : Centres chefs-lieux en 1956, B : Centres promus en 1974, C : Centres promus en 1981

* Classe de Tunis (non prise en compte). Source : INS, Calcul personnel